

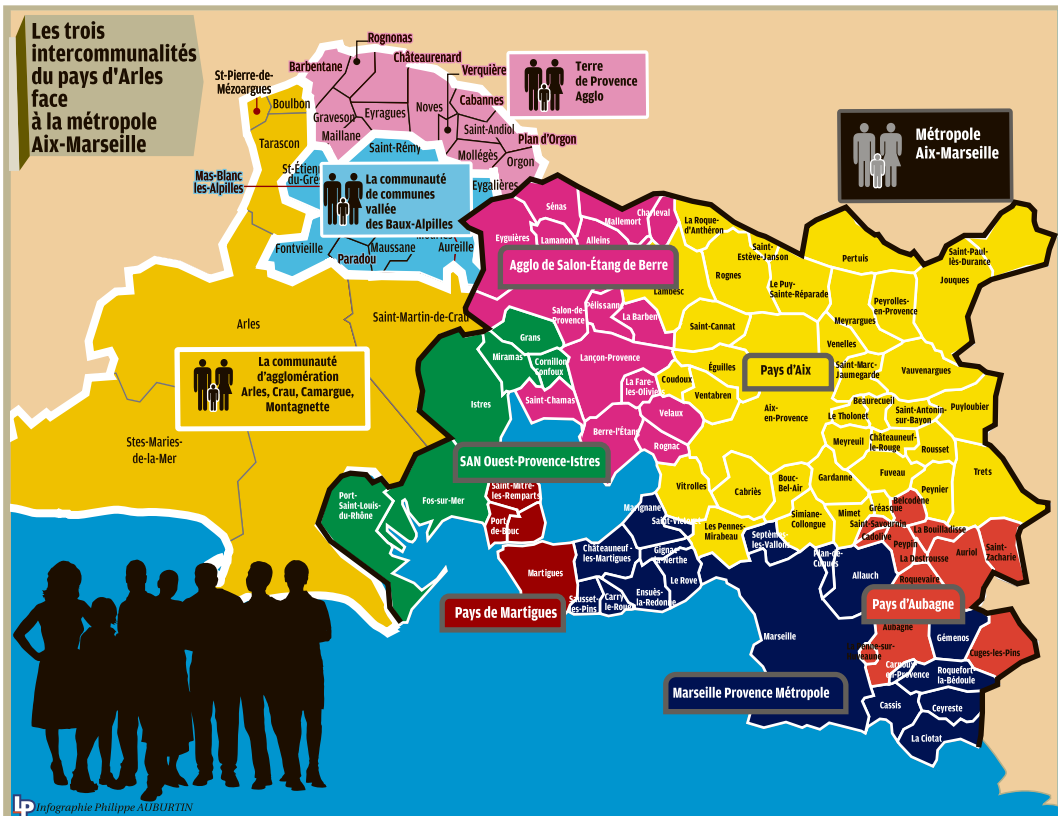
Interco unique en pays d'Arles : le processus est lancé

Les communes des Alpilles ont voté en ce sens à l'unanimité. Le préfet a deux mois pour répondre

Les propos de Christophe Castaner, patron de La République en Marche, dans *La Provence* (notre édition de samedi), parlant d'éviter tout "sauçonnage" du territoire, sonnent-ils le glas de l'ambition d'indépendance du pays d'Arles vis-à-vis de la Métropole? C'est l'avis de Martine Vassal, présidente du Conseil départemental, qui s'est exprimée hier dans nos colonnes. Mais Hervé Chérubini, président de la communauté de communes vallée des Baux Alpilles, livre une interprétation différente. "Moi je retiens une autre phrase, qui est 'donner aux territoires la possibilité d'adapter la loi aux réalités territoriales', indique-t-il. J'applaudis, c'est exactement ce qu'on cherche à faire!"

Les spécificités du pays

"Tout le monde a compris que c'était le moment de le faire."



d'Arles, l'identité forte de ce territoire, justifient selon les élus locaux le fait de rester hors de la métropole Aix-Marseille. Et comme l'union fait la force, les présidents des trois intercommunalités du pays d'Arles, soutenus par le président du Pôle d'équilibre territorial et rural Michel Fernand, ont décidé d'unir les trois structures. Jeudi soir, c'est à Saint-Rémy que la CCVBA a voté, à l'unanimité, pour la créa-

tion d'une communauté d'agglomération unique en pays d'Arles. Une deuxième motion, adoptée à une large majorité, prévoit la création d'une collectivité territoriale à statut particulier en cas de disparition du Département, pour récupérer les compétences de celui-ci. "En quelques mois, les choses ont évolué de manière rapide, tout le monde a compris que c'était le moment de le faire", se félicite le maire de

Saint-Rémy. Aujourd'hui, si le Département disparaît, qui va faire le job? Ou on va dans la Métropole, ou on a une structure pour gérer les compétences départementales, et je ne vois pas d'autre alternative qu'une intercommunalité unique."

La question est de savoir si l'État laissera le temps au pays d'Arles de s'organiser. "Il faut que ce territoire mène cette expérience, avec une structure fédé-

LA PROCÉDURE

Le vote de la CCVBA entraîne la saisie du préfet, qui a deux mois pour répondre. En cas d'avis favorable, les maires voteront : pour une interco unique, il faudra une majorité qualifiée, par exemple la moitié des communes et 2/3 des habitants.

rant tout le pays d'Arles, qu'on puisse exercer des compétences, au moins un mandat. Et si on est nul, que les finances sont catastrophiques, eh bien le législateur nous enverra dans la Métropole. Mais si ça a fonctionné, l'expérience pourra être reproduite ailleurs, et tout le monde sera gagnant!" Pour Monica Michel, députée d'Arles issue de la majorité Macron et opposée à l'intégration à la Métropole, tout reste possible. "Le Président de la République s'est engagé à rationaliser un peu et qu'on supprime les couches du millefeuille administratif quand cela est possible. Il le mettra en œuvre. Mais, le Président de la République a aussi indiqué que s'il y avait la volonté des élus pour un projet, comme c'est le cas ici ce soir, des expérimentations pourraient être possibles. Je soutiendrais votre approche." Anne-Marie Bertrand, sénatrice (LR) du département, appuiera elle aussi la démarche, tandis que son collègue Michel Amiel (LREM) a dit son "intime conviction que ce serait une profonde erreur d'y ajouter (à la métropole, Ndlr) les 29 communes du Pays d'Arles". À noter qu'outre nombre d'élus, les forces vives du territoire étaient aussi présentes à Saint-Rémy. "Il n'y a pas que les élus isolés dans leur coin, on sent un soutien à notre démarche de tous les acteurs du territoire, monde économique, judiciaire, monde hospitalier", conclut Hervé Chérubini. Un soutien qui ne sera pas de trop...

Christophe VIAL

Cyril Juglaret sur la ligne de Bernard Reynès

Le député (LR) de Châteaurenard Bernard Reynès avait fait part de son opposition à la création d'une intercommunalité unique, en pointant notamment l'absence de négociation avec les élus du territoire, et au-delà. Un avis partagé par le conseiller régional (LR) Cyril Juglaret. "Le sujet est trop grave pour qu'on ne réunisse pas tout le monde." D'accord sur le fond, à savoir pas de Métropole, et un EPCI susceptible de récupérer les compétences départementales, c'est la forme qui déplaît à Cyril Juglaret. "Arrêtons la symbolique avec cette intercommunalité unique, soyons pragmatiques et efficaces. Une agglo unique dans un calendrier resserré n'a pas d'utilité."



Le Conseil de la CCVBA a voté à l'unanimité pour l'interco unique.

/PHOTO J.G.

Soutien de la CCI

Stéphane Paglia, le président de la Chambre de commerce et d'industrie du pays d'Arles, était présent à Saint-Rémy jeudi soir, et a apporté son soutien à l'idée d'une interco unique en pays d'Arles. "Pour être clair, j'ai toujours voulu un pays d'Arles autonome. Cette initiative est intéressante, et in fine, ce sont les maires qui décideront. Cela vaut la peine d'être tenté, et aujourd'hui il n'y a pas d'intérêt pour les entreprises du pays d'Arles à intégrer la métropole, la taxe transport serait doublée par exemple."

Maryse Joissains propose une métropole Aix-Salon-Arles

La maire d'Aix-en-Provence n'a jamais voulu entrer dans la Métropole. Et aujourd'hui, Maryse Joissains (LR) tente, par tous les moyens, d'en sortir. Début mars, elle est même allée plaider sa cause à Paris, auprès de Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur.

Mais sa dernière initiative apparaît plutôt surprenante. Dans un courrier adressé aux présidents des trois intercommunalités du pays d'Arles (Arles Crau Camargue Montagnette, Communauté de communes Vallée des Baux Alpilles et Terre de Provence, Ndlr), celle qui est aussi présidente du territoire du pays d'Aix propose ni plus ni moins la création d'une deuxième métropole dans le département, composée du pays d'Aix, du pays salonnais, et du pays d'Arles. "Vous connaissez mon attachement à la commune d'Aix-en-Provence et au Territoire que je préside depuis 2001, qui n'a d'égal que ma détermination à défendre le modèle de la Métropole marseillaise dans laquelle j'ai été intégrée de force. Ce que je redoutais depuis 2014 et que j'ai tant combattu avant 2016 s'est réalisé... et j'étais loin du compte. Les deux ans d'expérience métropolitaine ont révélé l'incapacité de Marseille, soutenue dans un premier temps par la communauté urbaine, puis par la

Métropole, à se sauver sans l'activation de la solidarité nationale", écrit l'élue aixoise.

Après cette charge contre ce mastodonte regroupant 92 communes et presque deux millions d'habitants, Maryse Joissains tend la main à ses homologues de l'ouest du département. "Je continue de penser que le gouvernement qui miserait sur le "tout Marseille" dans notre département commettrait une faute historique majeure. C'est pourquoi je réactive ma demande auprès du gouvernement de création d'une métropole dont le socle serait le pays d'Aix. (...) Je vais me battre pour démontrer qu'il faut sortir les communes viables de cette Métropole mortifère, sur un modèle Saint-Etienne/Lyon avec deux métropoles qui peuvent se compléter. Ne faudrait-il pas que nous réfléchissions ensemble à la faisabilité d'une Métropole Aix-Arles-Salon qui associerait les 29 communes du PETR, les 18 communes du pays de Salon et les 36 communes du pays d'Aix, quelques communes du Sud Luberon souhaitant rejoindre notre projet?"

"C'est fou ce qu'on nous aime!"

Pour convaincre, Maryse Joissains brandit l'argument financier. "Nous avons



Pour sortir de la Métropole, la maire d'Aix est prête à s'allier avec le pays d'Arles.

/PHOTO D.R.

prouvé la rigueur de notre gestion au sein du pays d'Aix et l'association avec Aix-en-Provence plutôt que Marseille ou Avignon serait probablement plus respectueuse des élus, des finances publiques et des citoyens", assure-t-elle. Mais du côté du pays d'Arles, on ne semble pas près de répondre aux sirènes aixoises. "J'ai dit que je ne voulais pas payer le métro de Marseille, ni le tram d'Avignon, eh bien je ne veux pas payer le bus aixois", répond Hervé Chérubini. "Notre vision du pays d'Arles, on l'a donnée, et ce n'est pas une métropole Aix-Salon-Arles", poursuit le président de la CCVBA. En cas de disparition, plus que probable, du département, et pour ne pas intégrer la Métropole, les

29 communes se réuniraient au sein d'une intercommunalité unique à statut particulier, à même de récupérer tout ou partie des compétences départementales. "Nous pensons que l'outil métropolitain, qu'il soit aixois ou marseillais, n'est pas adapté à un territoire semi-rural comme le nôtre, et on perdrait la notion de proximité qui est essentielle", juge Hervé Chérubini. Jean-Marc Martin-Teissère, président de Terre de Provence, prend lui cette proposition avec une certaine distance. "C'est fou ce que les gens nous aiment, on est très convoité, ironise-t-il. Mais notre intérêt, c'est de rester dans le pays d'Arles, pour rester maîtres de notre destin. C'est loin d'être gagné, mais c'est le rôle des élus de le tenter." En clair, pour les présidents de la CCVBA et Terre de Provence, il reste une chance au pays d'Arles pour rester hors de la métropole. Quant à Maryse Joissains, elle ne pourra selon eux plus en sortir. "Je ne vois pas les services de l'État affaiblir la métropole en sortant Aix et Salon", avance Jean-Marc Martin-Teissère. "Malheureusement pour elle, le gouvernement a été clair, ils ne dissocieront pas Aix et Marseille, abonde Hervé Chérubini. Mais je ne vais pas lui reprocher sa démarche, la métropole ne fonctionne pas. Je ferais la même chose!"

Ch.V.